4

ML.

20 JAN 1964
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

L. 8581/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 31 octobre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des arrêtés royaux concernant le statut des officiers et agents judiciaires près les parquets", a donné le 11 décembre 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 31e oktober 1963 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de koninklijke besluiten op het statuut van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten", heeft de 11e december 1963 het volgend advies gegeven :

20.I.64

I.- REMARQUE PRELIMINAIRE.

Le projet se présente dans la forme que revêt habituellement une coordination.

La coordination est un procédé technique de rassemblement en un texte unique des dispositions légales éparses dans plusieurs lois. La mise en oeuvre de ce procédé ne se justifie pas en matière réglementaire; en effet, le Roi peut prendre, dans un arrêté nouveau, les dispositions qui figurent dans des arrêtés antérieurs, en y apportant les modifications qu'il a le pouvoir ou l'obligation d'édicter.

Il conviendrait donc de rédiger le projet comme un arrêté royal ordinaire; son préambule invoquerait les dispositions légales qui sont le fondement des textes existants et comporterait un considérant qui justifierait cette présentation. Le texte annexé au projet formerait le dispositif de l'arrêté et il y serait ajouté un article abrogeant les arrêtés royaux antérieurs.

Il s'agit aussi bien en l'espèce d'une simple refonte des textes en vigueur, auxquels aucune modification de fond n'est apportée. Il en résulte que, pas plus que dans la forme qui lui avait été donnée dans le projet du Gouvernement, le texte de l'arrêté royal proposé par le Conseil d'Etat ne devra être soumis à l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets et du Comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets.

./.

L'observation implique, il va sans dire, que les textes repris dans l'arrêté royal en projet aient été eux-mêmes, à l'époque, soumis à l'avis des comités consultatifs compétents.

II.- EXAMEN DU TEXTE.

A. Observations générales quant à la forme :

1. La mention "section première" doit figurer partout de la même manière; il y a lieu d'éviter : "Ière Section" et "Section I".

2. A plusieurs articles, l'âge doit être écrit en lettres et non en chiffres.

3. Il y a lieu d'employer uniformément le symbole "F" correspondant au terme "francs".

B. Observations particulières :

1. Intitulé : L'intitulé devrait être rédigé comme suit : "Arrêté royal portant le statut des officiers et agents judiciaires près les parquets".

2. Préambule :

a) Les trois premiers alinéas de l' "arrêté de coordination" doivent être repris dans le préambule de l'arrêté, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

b) Le considérant pourrait être le suivant :
"Considérant qu'il convient de rassembler en un seul arrêté les dispositions des arrêtés royaux pris pour l'exécution des lois des 7 avril 1919 et 27 juillet 1961 et, sans y apporter de modifications de fond, de présenter en un texte unique le statut des officiers et agents judiciaires près les parquets;".

./.

3. Dispositif :

Article 3.

La date du 9 juin 1951 a été substituée aux mots : "au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté", c'est-à-dire de l'arrêté royal du 29 mars 1951 .

Cet arrêté a été publié au Moniteur belge du 30 mars 1951, sans date d'entrée en vigueur particulière, sauf pour certains traitements. Il entrait donc en vigueur le 9 avril 1951.

C'est cette date qui doit figurer à l'article 3.

Article 4.

Cet article semble fort long. Aussi pourrait-il être scindé en plusieurs articles si le Gouvernement le jugeait utile :

- un premier article reprendrait la matière du § 1er;
- un second article, celle des §§ 2, 3 et 4, qui constituent des dérogations à la disposition précédente; cet article ne devrait plus contenir de mention de paragraphes;
- un troisième article reprendrait la matière du § 5.

Article 16.

Cet article devrait être rédigé comme suit :
"Les dispositions réglementaires relatives aux officiers et agents judiciaires près les parquets, qui ne sont pas contraires aux prescriptions de la présente section, sont applicables aux officiers et agents judiciaires féminins".

./.

Article 18.

Au § ler, 4°, b, alinéa ler, les mots : "ou de candidat (au moins) en sciences" doivent être remplacés par les mots : "ou, au moins, du grade de candidat en sciences".

Article 19.

In fine de cet article, il y a lieu d'écrire : "de l'article 5, alinéa 4".

Article 28.

Chacun des paragraphes de cet article pourrait éventuellement constituer un article séparé.

Article 29.

Cet article pourrait être divisé de façon telle

- qu'un premier article viserait les attributions de l'officier commissaire général aux délégations judiciaires;
- qu'un second article traiterait de l'officier commissaire en-chef ou de l'officier commissaire principal aux délégations judiciaires;
- qu'un troisième article concernerait la hiérarchie des officiers et agents judiciaires.

Si le Gouvernement ne se ralliait pas à cette proposition, il y aurait lieu de diviser l'article 29 en paragraphes.

./.

Au 1., 3°, alinéa 2, les mots : "appelle le commissaire général à participer à ses travaux" pourraient être remplacés par les mots : "appelle le commissaire général à participer aux travaux de ce comité".

Article 32.

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots : "le présent arrêté" par les mots : "le présent chapitre".

Article 35.

Il serait plus logique que chacun des paragraphes de cet article devienne un article nouveau.

Articles 42, 43, 44.

Ces articles ne concernent pas la matière "De la discipline". Ils devraient être insérés au chapitre III "De la hiérarchie".

Article 42.

Les mots "des dispositions prévues à la section II du chapitre II" devraient être remplacés par les mots : "du chapitre II, section II".

Article 44.

A l'alinéa 2, les mots : "à l'alinéa précédent" doivent être remplacés par les mots "à l'alinéa 1er".

Article 45.

Tel qu'il est rédigé, cet article pourrait être interprété comme ne se référant pas à un statut pécuniaire particulier mais comme rendant applicables aux officiers et agents judiciaires près des parquets les règles qui

./.

sont applicables au personnel des ministères. Selon cette interprétation, le statut applicable aurait été, tout d'abord, celui du 16 février 1953 et, ensuite, celui du 22 février 1963. Il paraît cependant résulter de l'article 47, dont les références ne peuvent se comprendre que si elles sont faites à l'arrêté royal du 16 février 1953, et de l'article 54, que le statut pécuniaire, auquel l'article 45 se réfère, est celui du 16 février 1953.

Article 48.

Cet article fait encore mention de "l'allocation de la mère au foyer", alors que cette allocation n'existe plus comme telle.

Article 52.

Cet article serait plus logiquement divisé en trois paragraphes, le § 1er reprenant l'alinéa 1er, le § 2 l'actuel § 1er, le § 3 l'actuel § 2.

Article 59.

L'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :
"L'indemnité forfaitaire journalière ne peut être allouée que pour les jours de service effectif, à l'exclusion des jours de congé, de permission, et pour le personnel qui n'est pas de service, à l'exclusion des dimanches et des jours de fête".

Article 69.

Cet article pourrait éventuellement être divisé en deux articles.

./.

Article 70.

a) Au a , 2, il y a lieu d'écrire : "introduire auprès du Ministre, des réclamations ...".

b) Au d, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "prévue au chapitre VII, section III".

Article 96.

a) A l'alinéa 1er, la référence à l'article 25 doit être remplacée par une référence à l'article 93.

b) La fin de ce même alinéa, dans la version française, doit être complétée comme suit : "par chacune d'elles et la répartition des sièges dans le comité de consultation syndicale".

Article 103.

La référence au "présent arrêté" doit être remplacée par une référence à la "présente section".

Article 107.

a) La référence au "présent arrêté" doit être remplacée par une référence à la "présente section".

b) Au § 2, il y a lieu d'écrire, par souci d'uniformité : "loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947".

Article 110.

La référence au "présent arrêté" doit être remplacée par une référence à la "présente section".

*
* *

L'article 110 devrait être suivi d'un chapitre relatif aux dispositions finales, qui comprendrait les dispositions abrogatoires et l'exécutoire. Le Conseil d'Etat

./.

propose le texte suivant :

" CHAPITRE IX. DISPOSITIONS FINALES.

Article ...

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets;

2° l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique;

3° l'arrêté royal du 20 octobre 1936 qui modifie l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique;

4° l'arrêté du Régent du 17 mars 1949 qui est relatif à l'institution au sein de la police judiciaire d'un service radio-technique;

5° l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 modifiant les attributions du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets et instituant une Commission paritaire consultative auprès de ce Comité;

6° l'arrêté royal du 29 mars 1951 portant fixation du cadre organique et des traitements des officiers et agents judiciaires près les parquets;

7° l'arrêté royal du 9 juillet 1951 modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets et l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique;

8° l'arrêté royal du 19 décembre 1951 fixant le taux des indemnités forfaitaires allouées aux officiers et agents judiciaires près les parquets;

./.

9° l'arrêté royal du 12 décembre 1952 modifiant l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 modifiant les attributions du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets et instituant une Commission paritaire consultative auprès de ce Comité;

10° l'arrêté royal du 28 janvier 1953 relatif aux officiers et agents judiciaires féminins près les parquets;

11° l'arrêté royal du 6 décembre 1954 modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la Sûreté publique et l'arrêté royal du 29 mars 1951 portant fixation du cadre organique et des traitements des officiers et agents judiciaires près les parquets;

12° l'arrêté royal du 28 janvier 1956 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets;

13° l'arrêté royal du 21 février 1956 portant le statut syndical des officiers et agents judiciaires près les parquets;

14° l'arrêté royal du 24 juillet 1956 modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets et l'arrêté royal du 28 janvier 1953 relatif aux officiers et agents judiciaires féminins près les parquets;

15° l'arrêté royal du 20 août 1956 portant réglementation de l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des officiers et agents judiciaires près les parquets;

16° l'arrêté royal du 23 juillet 1957 relatif aux échelles de traitement afférentes aux grades des officiers et agents judiciaires près les parquets;

./.

17° l'arrêté royal du 30 mars 1958 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1951 fixant le taux des indemnités forfaitaires allouées aux officiers et agents judiciaires près les parquets;

18° l'arrêté royal du 10 avril 1958 relatif au personnel technique des laboratoires de la police scientifique;

19° l'arrêté royal du 23 septembre 1959 modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1929 organique de la Sûreté publique;

20° l'arrêté royal du 26 octobre 1960 modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1958 relatif au personnel technique des laboratoires de police scientifique;

21° l'arrêté royal du 7 décembre 1960 modifiant l'arrêté royal du 28 janvier 1956 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets;

22° l'arrêté royal du 4 janvier 1961 relatif à l'indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie résultant d'accidents survenus aux officiers et agents judiciaires, définitifs ou stagiaires, en service ou sur le chemin du travail;

23° l'arrêté royal du 31 août 1962 modifiant l'arrêté royal du 29 mars 1951 portant fixation du cadre organique des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifié par les arrêtés royaux du 7 avril 1954, du 27 novembre 1954 et du 19 août 1957;

24° l'arrêté royal du 21 décembre 1962 modifiant l'arrêté royal du 3 avril 1929 organique de la sûreté publique;

25° l'arrêté royal du 7 mai 1963 d'exécution de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique en ce qui concerne l'admission aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires près les parquets, de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique;

./.

26° l'arrêté royal du 19 juin 1963 portant exécution, en ce qui concerne l'admission aux fonctions d'officier et agent judiciaires près les parquets, de chef et d'opérateur de laboratoire de police scientifique, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur des agents de complément de l'Administration d'Afrique, des membres du personnel administratif, de maîtrise et spécialisé de l'Université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi et du personnel laïc agréé de l'enseignement libre au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, des membres du personnel d'Afrique du secteur parastatal ou assimilé et des agents temporaires de l'Administration d'Afrique.

Article ...

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

4. Examen des annexes :

a) L' "annexe au chapitre I" devrait être intitulée "annexe I". Elle pourrait comprendre une partie A comportant le cadre et une partie B contenant les "observations" relatives à ce cadre.

b) Aux "observations", alinéa 3, il y a lieu d'écrire : "le nombre des agents judiciaires ... en fonction dans l'arrondissement".

c) L' "annexe au chapitre VI" pourrait être intitulée : "annexe II".

d) Chaque annexe doit être suivie de la mention : "Vu pour être annexé à notre arrêté du ....." et recevoir les mêmes signature et contreseings que le texte lui-même.

./.

Il est suggéré d'insérer, après l'arrêté royal, une annexe III qui soit une table indiquant l'origine de chacun des articles nouveaux et qui serait publiée. Cette table a été établie en tenant compte du numérotage des articles dans le projet soumis par le Gouvernement.

Le texte proposé serait :

"ANNEXE IV - Table indiquant l'origine des dispositions reprises.

Article 1er	: arrêté royal du 29 mars 1951, art.1er modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 6.
article 2	: arrêté royal du 31 août 1962, art.2
article 3	: arrêté royal du 29 mars 1951, art.5
article 4	: arrêté royal du 7 mai 1921, art. 2, remplacé par l'arrêté royal du 6 décembre 1954, art. 1er et modifié par l'arrêté royal du 24 juillet 1956, art. 1er
article 5	: alinéas 1er à 3 : arrêté royal du 7 mai 1921, art.3, remplacé par l'arrêté royal du 24 juillet 1956, art. 2 alinéa 4 : arrêté royal du 24 juillet 1956, art. 4
article 6	: arrêté royal du 7 mai 1921, art. 9
article 7	: arrêté royal du 7 mai 1921, art. 10
article 8	: arrêté royal du 7 mai 1921, art. 11
article 9	: arrêté royal du 7 mai 1921, art. 13
article 10	: arrêté royal du 28 janvier 1953, art.1er
article 11	: arrêté royal du 28 janvier 1953, art.2, modifié par l'arrêté royal du 24 juillet 1956, art. 3
article 12	: arrêté royal du 28 janvier 1953, art.3
article 13	: arrêté royal du 28 janvier 1953, art.4, modifié par l'arrêté royal du 24 juillet 1956, art. 3
article 14	: arrêté royal du 28 janvier 1953, art.5

.../...

article 15 : arrêté royal du 28 janvier 1953, art. 6

article 16 : arrêté royal du 28 janvier 1953, art. 7

article 17 : arrêté royal du 10 avril 1958, art. 1er

article 18 : arrêté royal du 10 avril 1958, art. 2

article 19 : arrêté royal du 10 avril 1958, art. 3

article 20 : arrêté royal du 10 avril 1958, art. 4

article 21 : arrêté royal du 10 avril 1958, art. 5, modifié par l'arrêté royal du 26 octobre 1960, art. 1er

article 22 : arrêté du Régent du 17 mars 1949, art. 1er

article 23 : arrêté du Régent du 17 mars 1949, art. 2

article 24 : arrêté du Régent du 17 mars 1949, art. 3

article 25 : arrêté du Régent du 17 mars 1949, art. 4

article 26 : arrêté du Régent du 17 mars 1949, art. 5, modifié implicitement par arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 2

article 27 : arrêté du Régent du 17 mars 1949, art. 6

article 28 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 1er, remplacé par l'arrêté royal du 9 juillet 1951, art. 2,et complété par l'arrêté royal du 6 décembre 1954, art. 2, et modifié par l'arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 8

article 29 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 2, remplacé par l'arrêté royal du 20 octobre 1936, art. 2

article 30 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 3

article 31 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 4, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 32 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 5, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 33 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 6, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 34 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 7, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

.../...

article 35 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 8, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 36 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 8bis, y inséré par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er, et modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1962, art. 1er

article 37 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 8ter, y inséré par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 38 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 8quater, y inséré par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 39 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 8quinquies, y inséré par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 40 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 8sexies, y inséré par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 41 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 9, remplacé par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, art. 1er

article 42 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 9bis, y inséré par l'arrêté royal du 9 juillet 1951, art. 3

article 43 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 9ter, y inséré par l'arrêté royal du 9 juillet 1951, art. 3

article 44 : arrêté royal du 3 avril 1929, art. 9quater, y inséré par l'arrêté royal du 9 juillet 1951, art. 3

article 45 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 1er

article 46 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 2, remplacé par l'arrêté royal du 23 juillet 1957, art. 1er

article 47 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 3

article 48 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 4, complété par l'arrêté royal du 7 décembre 1960, art. 1er

article 49 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 5

article 50 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 6

.../...

article 51 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 7

article 52 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 7bis, y inséré par l'arrêté royal du 23 juillet 1957, art. 2

article 53 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 12

article 54 : arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 13

article 55 : arrêté royal du 4 janvier 1961, art. 1er

article 56 : arrêté royal du 20 août 1956, art. 1er et 3

article 57 : arrêté royal du 20 août 1956, art. 2

article 58 : arrêté royal du 19 décembre 1951, art. 1er, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1958, art. 1er

article 59 : arrêté royal du 19 décembre 1951, art. 2

article 60 : arrêté royal du 19 décembre 1951, art. 3

article 61 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 1er

article 62 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 2, remplacé par l'arrêté royal du 28 janvier 1956, art. 10, modifié par les arrêtés royaux du 21 février 1956, art. 35, § 2, et du 23 septembre 1959, art. 2

article 63 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 3, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1952, art. 1er

article 64 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 4

article 65 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 5

article 66 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 6

article 67 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 7

article 68 : arrêté du Régent du 30 mai 1949, art. 12, modifié par l'arrêté royal du 21 février 1956, art. 35, § 2

article 69 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 1er

article 70 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 2

article 71 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 3

article 72 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 4

article 73 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 5

article 74 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 6

.../...

article 75 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 7
article 76 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 8
article 77 : arrêté royal du 21 février 1956, art. 9
article 78 : arrêté royal du 21 février 1956, art.10
article 79 : arrêté royal du 21 février 1956, art.11
article 80 : arrêté royal du 21 février 1956, art.12
article 81 : arrêté royal du 21 février 1956, art.13
article 82 : arrêté royal du 21 février 1956, art.14
article 83 : arrêté royal du 21 février 1956, art.15
article 84 : arrêté royal du 21 février 1956, art.16
article 85 : arrêté royal du 21 février 1956, art.17
article 86 : arrêté royal du 21 février 1956, art.18
article 87 : arrêté royal du 21 février 1956, art.19
article 88 : arrêté royal du 21 février 1956, art.20
article 89 : arrêté royal du 21 février 1956, art.21
article 90 : arrêté royal du 21 février 1956, art.22
article 91 : arrêté royal du 21 février 1956, art.23
article 92 : arrêté royal du 21 février 1956, art.24
article 93 : arrêté royal du 21 février 1956, art.25
article 94 : arrêté royal du 21 février 1956, art.26
article 95 : arrêté royal du 21 février 1956, art.27
article 96 : arrêté royal du 21 février 1956, art.28
article 97 : arrêté royal du 21 février 1956, art.29
article 98 : arrêté royal du 21 février 1956, art.30
article 99 : arrêté royal du 21 février 1956, art.31
article 100 : arrêté royal du 21 février 1956, art.32
article 101 : arrêté royal du 21 février 1956, art.33
article 102 : arrêté royal du 21 février 1956, art.34

.../...

article 103 : arrêté royal du 7 mai 1963, art. 1er
article 104 : arrêté royal du 7 mai 1963, art. 2
article 105 : arrêté royal du 7 mai 1963, art. 3
article 106 : arrêté royal du 7 mai 1963, art. 4
article 107 : arrêté royal du 7 mai 1963, art. 5
article 108 : arrêté royal du 19 juin 1963, art. 1er
article 109 : arrêté royal du 19 juin 1963, art. 2
article 110 : arrêté royal du 19 juin 1963, art. 3.

I. VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontwerp heeft de vorm die een coördinatie doorgaans heeft.

Coördineren is een techniek, die erin bestaat wetsbepalingen uit verschillende wetten in één tekst samen te brengen. Voor verordeningen is die techniek niet verantwoord; de Koning kan in een nieuw besluit de bepalingen uit vroegere besluiten vaststellen en er de wijzigingen in aanbrengen die hij kan of moet uitvaardigen.

Aan het ontwerp-besluit geve men dus de vorm van een gewoon koninklijk besluit. In de aanhef zou dan verwezen moeten worden naar de wetsbepalingen waaraan de bestaande teksten hun rechtsgrond ontlenen en zou een considerans de nieuwe inkleding moeten verantwoorden. De tekst van de artikelen zou die zijn, die nu bij het Regeringsontwerp is gevoegd, maar in een toegevoegd artikel zouden de vroegere koninklijke besluiten worden opgeheven.

Het gaat in dit geval om een gewone omwerking van de thans geldende teksten, waarvan de grond niet wordt gewijzigd. Evenmin dus als de tekst van het Regeringsontwerp moet de door de Raad van State voorgestelde tekst van het koninklijk besluit voor advies worden voorgelegd aan het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten en aan de Syndicale Raad van advies van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Deze opmerking impliceert vanzelfsprekend, dat de in het ontwerp-koninklijk besluit overgenomen teksten zelf vroeger voor advies aan de bevoegde adviserende lichamen zijn voorgelegd.

.../...

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

A. Algemene opmerkingen over de vorm :

1. In de Franse tekst moet "section première" overal op dezelfde wijze worden geschreven; men vermijde "Ière section" en "Section I".

2. In verscheidene artikelen moet de leeftijd voluit in letters, niet in cijfers worden opgegeven.

3. Men gebruike overal het teken "F", dat beantwoordt aan de term "frank".

B. Bijzondere opmerkingen :

1. Opschrift : Het opschrift zou als volgt moeten worden gelezen : "Koninklijk besluit houdende het statuut van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten".

2. Aanhef :

a) De eerste drie alinea's van het "coördinatiebesluit" moeten in de aanhef van het besluit worden overgenomen, zoals hiervoren is gezegd.

b) De considerans kan als volgt worden gelezen : "Overwegende dat de bepalingen van de koninklijke besluiten die vastgesteld zijn ter uitvoering van de wetten van 7 april 1919 en 27 juli 1961, in één besluit dienen te worden samengebracht en dat het statuut van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, zonder dat de grond daarvan wordt gewijzigd, in één tekst dient te worden gesteld;".

.../...

3. Artikelen :

Artikel 3.

De datum 9 juni 1951 is in de plaats gekomen van de woorden "bij het in werking treden van dit besluit", dit is van het koninklijk besluit van 29 maart 1951.

Dat besluit is in het Belgisch Staatsblad van 30 maart 1951 bekendgemaakt zonder bijzondere datum van inwerkingtreding, tenzij voor bepaalde wedden. Het is dus in werking getreden op 9 april 1951.

Die datum dus moet in artikel 3 worden vermeld.

Artikel 4.

Dit artikel lijkt zeer lang. Het zou in verscheidene artikelen kunnen worden gesplitst, indien de Regering het dienstig acht :

- een eerste artikel, met de inhoud van § 1;
- een tweede artikel, met de inhoud van de §§ 2, 3 en 4, die afwijkingen zijn van de vorige bepaling; in dit artikel zijn dan geen paragrafen meer nodig;
- een derde artikel, met de inhoud van § 5.

Artikel 16.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen:

"De verordeningsbepalingen betreffende de gerechtelijke offficieren en agenten bij de parketten, die niet in strijd zijn met de voorschriften van deze afdeling, zijn

.../...

van toepassing op vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten".

Artikel 18.

In § 1, 4°, b, eerste lid, moeten de woorden "of van kandidaat (tenminste) in de wetenschappen" worden vervangen door de woorden : "of, ten minste, van de graad van kandidaat in de wetenschappen".

Artikel 19.

Aan het slot van dit artikel moet worden gelezen : "van artikel 5, vierde lid".

Artikel 28.

Iedere paragraaf van dit artikel zou eventueel een afzonderlijk artikel kunnen vormen.

Artikel 29.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden gesplitst:

- een eerste artikel zou handelen over de ambtsbevoegdheden van de officier commissaris generaal voor gerechtelijke opdrachten;
- een tweede artikel zou handelen over de officier hoofdcommissaris of de officier eerstaanwezend commissaris voor gerechtelijke opdrachten;
- een derde artikel zou handelen over de hiërarchie van de gerechtelijke officieren en agenten.

.../...

Mocht de Regering niet op dit voorstel ingaan, dan zou artikel 29 in paragrafen moeten worden verdeeld.

Onder 1., 3°, tweede lid, kunnen de woorden "roept ... de commissaris-generaal op om aan zijn werkzaamheden deel te nemen" worden vervangen door de woorden "roept ... de commissaris-generaal op om deel te nemen aan de werkzaamheden van dat comité".

Artikel 32.

In het tweede lid vervange men de woorden : "dit besluit" door de woorden "dit hoofdstuk".

Artikel 35.

Het ware logischer van de paragrafen artikelen te maken.

Artikelen 42, 43, 44.

Deze artikelen hebben geen betrekking op de "tucht". Zij dienen te worden ingevoegd in hoofdstuk III "Hiërarchie".

Artikel 42.

De woorden "de bepalingen vervat in sectie II van Hoofdstuk II" dienen te worden vervangen door "hoofdstuk II, afdeling II".

Artikel 44.

In het tweede lid dienen de woorden "in voorgaand lid" te worden vervangen door "in het eerste lid".

.../...

Artikel 45.-

In zijn huidige lezing kan dit artikel zo worden verstaan, dat het niet verwijst naar een bijzondere bezoldigingsregeling, maar dat het de regelen die voor het personeel van de Ministeries gelden, toepasselijk verklaart op gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten. Volgens die interpretatie zou eerst de regeling van 16 februari 1953, vervolgens die van 22 februari 1963 van toepassing zijn geweest. Nochtans lijken artikel 47, waarvan de verwijzingen alleen kunnen worden begrepen als zij betrekking hebben op het koninklijk besluit van 16 februari 1953, en artikel 54 aan te tonen, dat de in artikel 45 bedoelde bezoldigingsregeling die van 16 februari 1953 is.

Artikel 48.-

In dit artikel is nog sprake van "de toelage voor de moeder in het gezin", ofschoon die als zodanig niet meer bestaat.

Artikel 52.-

Het ware logischer dit artikel in drie paragrafen te verdelen : een eerste voor het eerste lid, de tweede voor de huidige § 1 en de derde voor de huidige § 2.

Artikel 59.-

Het tweede lid kan als volgt worden gelezen :

"De dagelijkse forfaitaire vergoeding mag alleen worden toegekend voor de dagen werkelijke dienst, met uitsluiting van de verlof- en permissiedagen en, voor het personeel dat geen dienst heeft, met uitsluiting van de zon- en feestdagen".

.../...

Artikel 69.-

Dit artikel kan eventueel in twee artikelen worden gesplitst.

Artikel 70.-

a) In de Franse tekst leze men onder a, 2 : "introduire auprès du Ministre, des réclamations ...".

b) Onder d, tweede lid, leze men : "de in hoofdstuk VII, afdeling III, voorgeschreven ...".

Artikel 96.-

a) In het eerste lid moet niet naar artikel 25 maar naar artikel 93 worden verwezen.

b) Het slot van hetzelfde lid moet in de Franse versie als volgt worden aangevuld : "par chacune d'elles et la répartition des sièges dans le comité de consultation syndicale".

Artikel 103.-

In plaats van naar "dit besluit" moet naar "deze afdeling" worden verwezen.

Artikel 107.-

a) In plaats van naar "dit besluit" moet naar "deze afdeling" worden verwezen.

b) In § 2 leze men, ter wille van de eenheid, in de Franse tekst : "loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947".

Artikel 110.-

De verwijzing naar "dit besluit" moet worden vervangen door een verwijzing naar "deze afdeling".

+

+ +

.../...

Op artikel 110 zou een hoofdstuk "Slotbepalingen" moeten volgen, met daarin de opheffingsbepalingen en het uitvoeringsformulier. Voorgesteld wordt, die tekst als volgt te lezen :

"HOOFDSTUK IX. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel ...

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 7 mei 1921 vaststellende de inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten ;

2° het koninklijk besluit van 3 april 1929 vaststellende de inrichting van de openbare veiligheid ;

3° het koninklijk besluit van 20 oktober 1936 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1929, houdende inrichting van de openbare veiligheid ;

4° het besluit van de Regent van 17 maart 1949 houdende instelling in de gerechtelijke politie van een radiotechnische dienst ;

5° het besluit van de Regent van 30 mei 1949 tot wijziging van de bevoegdheden van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten en tot oprichting van een paritaire commissie van advies bij dit regelingscomité ;

6° het koninklijk besluit van 29 maart 1951 tot vaststelling van het organiek kader en van de wedden der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

.../...

7° het koninklijk besluit van 9 juli 1951 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende organisatie van de gerechtelijke politie bij de parketten en van het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende organisatie van de openbare veiligheid ;

8° het koninklijk besluit van 19 december 1951 tot vaststelling van het bedrag van de aan de gerechtelijke officieren en agenten toegekende forfaitaire vergoedingen ;

9° het koninklijk besluit van 12 december 1952 tot wijziging van het besluit van de Regent van 30 mei 1949 tot wijziging van de bevoegdheden van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten en tot oprichting van een paritaire commissie van advies bij dit regelingscomité ;

10° het koninklijk besluit van 28 januari 1953 betreffende de vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

11° het koninklijk besluit van 6 december 1954 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie der parketten, van het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid en van het koninklijk besluit van 29 maart 1951 tot vaststelling van het organiek kader en van de wedden der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

12° het koninklijk besluit van 28 januari 1956 houdende geldelijk statuut der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

.../...

13° het koninklijk besluit van 21 februari 1956 houdende syndicaal statuut van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

14° het koninklijk besluit van 24 juli 1956 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten en van het koninklijk besluit van 28 januari 1953 betreffende de vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

15° het koninklijk besluit van 20 augustus 1956 houdende regeling van de bijdragen van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering voor de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten;

16° het koninklijk besluit van 23 juli 1957 betreffende de weddeschalen verbonden aan de graden van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

17° het koninklijk besluit van 30 maart 1958 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1951 tot vaststelling van het bedrag van de aan de gerechtelijke officieren en agenten toegekende forfaitaire vergoedingen ;

18° het koninklijk besluit van 10 april 1958 betreffende het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie ;

19° het koninklijk besluit van 23 september 1959 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid ;

20° het koninklijk besluit van 26 oktober 1960 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1958 betreffende het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie ;

.../...

21° het koninklijk besluit van 7 december 1960 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 januari 1956 houdende geldelijk statuut der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten ;

22° het koninklijk besluit van 4 januari 1961 betreffende de vergoeding van de kosten van dokter, chirurg, apotheker, ziekenhuis, prothese en orthopedie, voortspruitend uit de arbeidsongevallen aan vastaangestelde en stagedoende gerechtelijke officieren en agenten overkomen in dienst of op de weg naar of van het werk ;

23° het koninklijk besluit van 31 augustus 1962 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 1951 tot vaststelling van het kader der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 april 1954, 27 november 1954 en van 19 augustus 1957 ;

24° het koninklijk besluit van 21 december 1962 tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid ;

25° het koninklijk besluit van 7 mei 1963 tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika wat de toelating betreft tot de ambten van gerechtelijk officier en agent bij de parketten, van chef en operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie ;

26° het koninklijk besluit van 19 juni 1963 houdende uitvoering, wat de toelating tot de ambten van gerechtelijk officier en agent bij de parketten, van chef en operateur van een laboratorium voor wetenschappelijke politie betreft, van de wet van 27 juli 1961 houdende

.../...

sommige maatregelen ten voordele van de aanvullingsambtenaren van het bestuur in Afrika, van de kaders van het bestuurs-, meesters- en gespecialiseerd personeel van de Officiële Universiteit van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi en van het erkend lekenpersoneel van het vrij onderwijs in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi, van de leden van het personeel in Afrika van de parastatale of daarmede gelijkgestelde sector en van de tijdelijken van het bestuur in Afrika.

Artikel ...

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

4. Onderzoek van de bijlagen :

a) De "bijlage bij het hoofdstuk I" zou als opschrift moeten krijgen : "bijlage I". Zij zou kunnen bestaan uit een deel A, dat tot het kader, en een deel B, dat de "aanmerkingen" betreffende dat kader bevat.

b) In de "aanmerkingen", derde lid, leze men in de Franse tekst : "le nombre des agents judiciaires ... en fonction dans l'arrondissement".

c) Het opschrift van de "bijlage bij het hoofdstuk VI" leze men als volgt : "bijlage II".

.../...

d) Iedere bijlage moet worden aangevuld met het formulier : "Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...", terwijl zij op dezelfde wijze als de tekst zelf moeten worden ondertekend en medeondertekend.

Voorgesteld wordt, aan het koninklijk besluit een bijlage III toe te voegen, namelijk een tabel met de oorsprong van elk van de nieuwe artikelen. Zij zou samen met het besluit worden bekendgemaakt. Die tabel is opgemaakt met inachtneming van de nummering van de artikelen in het door de Regering voorgelegde ontwerp.

Voorgesteld wordt :

"BIJLAGE IV. - TABEL MET OPGAVE VAN DE OORSPRONG VAN DE OVERGENOMEN BEPALINGEN.

Artikel 1 :	koninklijk besluit van 29 maart 1951, artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 6
artikel 2 :	koninklijk besluit van 31 augustus 1962, art. 2
artikel 3 :	koninklijk besluit van 29 maart 1951, art. 5
artikel 4 :	koninklijk besluit van 7 mei 1921, art. 2, vervangen door het koninklijk besluit van 6 december 1954, art. 1, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1956, art. 1
artikel 5 :	eerste tot derde lid : koninklijk besluit van 7 mei 1921, art. 3, vervangen bij het koninklijk besluit van 24 juli 1956, art. 2 vierde lid : koninklijk besluit van 24 juli 1956, art. 4

.../...

artikel 6	:	koninklijk besluit van 7 mei 1921, art. 9
artikel 7	:	koninklijk besluit van 7 mei 1921, art. 10
artikel 8	:	koninklijk besluit van 7 mei 1921, art. 11
artikel 9	:	koninklijk besluit van 7 mei 1921, art. 13
artikel 10	:	koninklijk besluit van 28 januari 1953, art. 1
artikel 11	:	koninklijk besluit van 28 januari 1953, art. 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1956, art. 3
artikel 12	:	koninklijk besluit van 28 januari 1953, art. 3
artikel 13	:	koninklijk besluit van 28 januari 1953, art. 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1956, art. 3
artikel 14	:	koninklijk besluit van 28 januari 1953, art. 5
artikel 15	:	koninklijk besluit van 28 januari 1953, art. 6
artikel 16	:	koninklijk besluit van 28 janvier 1953, art. 7
artikel 17	:	koninklijk besluit van 10 april 1958, art. 1
artikel 18	:	koninklijk besluit van 10 april 1958, art. 2
artikel 19	:	koninklijk besluit van 10 april 1958, art. 3
artikel 20	:	koninklijk besluit van 10 april 1958, art. 4
artikel 21	:	koninklijk besluit van 10 april 1958, art. 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 oktober 1960, art. 1
artikel 22	:	besluit van de Regent van 17 maart 1949, art. 1

.../...

artikel 23	:	besluit van de Regent van 17 maart 1949, art.2
artikel 24	:	besluit van de Regent van 17 maart 1949, art. 3
artikel 25	:	besluit van de Regent van 17 maart 1949, art. 4
artikel 26	:	besluit van de Regent van 17 maart 1949, art. 5, impliciet gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 2
artikel 27	:	besluit van de Regent van 17 maart 1949, art. 6
artikel 28	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 1, vervangen door het koninklijk besluit van 9 juli 1951, art. 2, aangevuld bij het koninklijk besluit van 6 december 1954, art. 2, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 8
artikel 29	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 2, vervangen door het koninklijk besluit van 20 oktober 1936, art. 2
artikel 30	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 3
artikel 31	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art.4, vervangen door het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1
artikel 32	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 5, vervangen door het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1
artikel 33	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art.6 , vervangen door het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1
artikel 34	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 7, vervangen door het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1
artikel 35	:	koninklijk besluit van 3 april 1929, art.8, vervangen door het koninklijk besluit van 23 september 1959,art. 1

.../...

artikel 36 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art.8bis, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 1962, art. 1

artikel 37 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art.8ter, aldaar ingevoegd bij koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1

artikel 38 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 8quater, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1

artikel 39 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 8quinquies, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1

artikel 40 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 8sexies, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1

artikel 41 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art.9, vervangen door het koninklijk besluit van 23 september 1959, art. 1

artikel 42 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 9bis, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1951, art. 3

artikel 43 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 9ter, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1951, art.3

artikel 44 : koninklijk besluit van 3 april 1929, art. 9quater, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1951, art. 3

artikel 45 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 1

artikel 46 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 2, vervangen door het koninklijk besluit van 2) juli 1957, art. 1

artikel 47 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 3

artikel 48 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 4, aangevuld bij het koninklijk besluit van 7 december 1960, art. 1

.../...

artikel 49 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art.5

artikel 50 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art.6

artikel 51 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art.7

artikel 52 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 7bis, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 juli 1957, art. 2

artikel 53 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 12

artikel 54 : koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 13

artikel 55 : koninklijk besluit van 4 januari 1961, art. 1

artikel 56 : koninklijk besluit van 20 augustus 1956, artikelen 1 en 3

artikel 57 : koninklijk besluit van 20 augustus 1956, art. 2

artikel 58 : koninklijk besluit van 19 december 1951, art. 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1958, art. 1

artikel 59 : koninklijk besluit van 19 december 1951, art. 2

artikel 60 : koninklijk besluit van 19 december 1951, art. 3

artikel 61 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art. 1

artikel 62 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art. 2, vervangen door het koninklijk besluit van 28 januari 1956, art. 10, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 21 februari 1956, art. 35, § 2, en van 23 september 1959, art. 2

artikel 63 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art. 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 december 1952, art. 1

.../...

artikel 64 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art.4

artikel 65 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art.5

artikel 66 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art.6

artikel 67 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art.7

artikel 68 : besluit van de Regent van 30 mei 1949, art.12, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 35, § 2

artikel 69 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 1

artikel 70 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 2

artikel 71 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 3

artikel 72 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 4

artikel 73 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 5

artikel 74 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 6

artikel 75 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 7

artikel 76 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 8

artikel 77 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 9

artikel 78 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 10

artikel 79 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 11

artikel 80 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 12

artikel 81 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 13

artikel 82 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 14

.../...

artikel 83 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 15

artikel 84 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 16

artikel 85 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 17

artikel 86 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 18

artikel 87 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 19

artikel 88 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 20

artikel 89 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 21

artikel 90 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 22

artikel 91 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 23

artikel 92 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 24

artikel 93 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 25

artikel 94 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 26

artikel 95 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 27

artikel 96 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 28

artikel 97 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 29

artikel 98 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 30

artikel 99 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 31

artikel 100 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 32

.../...

artikel 101 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 33

artikel 102 : koninklijk besluit van 21 februari 1956, art. 34

artikel 103 : koninklijk besluit van 7 mei 1963, art. 1

artikel 104 : koninklijk besluit van 7 mei 1963, art. 2

artikel 105 : koninklijk besluit van 7 mei 1963, art. 3

artikel 106 : koninklijk besluit van 7 mei 1963, art. 4

artikel 107 : koninklijk besluit van 7 mei 1963, art. 5

artikel 108 : koninklijk besluit van 19 juni 1963, art. 1

artikel 109 : koninklijk besluit van 19 juni 1963, art. 2

artikel 110 : koninklijk besluit van 19 juni 1963, art. 3.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren :

eerste voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.